



1 - Actualité nationale et internationale

Nouvelle mission de l'IEOM

Une nouvelle mission vient d'être confiée à l'IEOM par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ; elle concerne le contrôle des conseillers en investissement financier.

Conformément aux dispositions du code monétaire et financier relatives au recours à des tiers par l'AMF pour l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et d'enquête, un protocole a été conclu entre l'AMF et l'IEOM le 1^{er} février 2010.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des pratiques appliquées en France métropolitaine et dans les DOM où la Banque de France et l'IEDOM interviennent déjà dans un cadre identique.

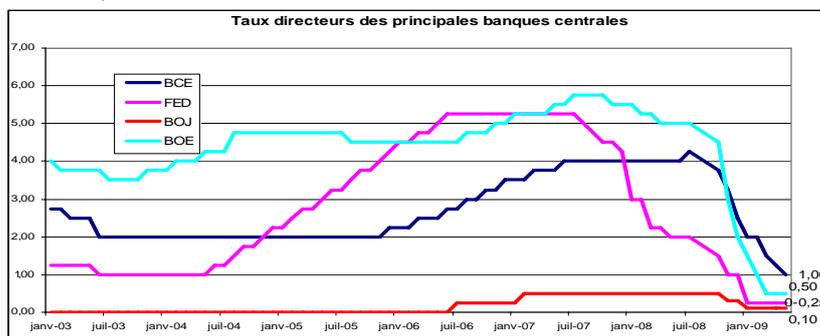
Créée par la loi 2003-706 de sécurité financière du 1^{er} août 2003, l'AMF, organisme public indépendant qui a succédé à la COB et au CMF, doté de la personnalité morale et disposant d'une autonomie financière, a pour missions de veiller : - à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers et tout autre placement donnant lieu à appel public à l'épargne ; - à l'information des investisseurs ; - au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers. Les compétences de l'AMF portent sur les opérations et l'information financière ; les produits d'épargne collective ; les marchés et leurs infrastructures ; les professionnels. L'AMF peut également procéder à des enquêtes et, en cas de pratiques contraires à son règlement général et aux obligations professionnelles, prononcer des sanctions par l'intermédiaire de sa Commission de sanctions.

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 4 mars 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt restent inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 la croissance de la zone euro demeurera modérée dans un contexte marqué par une incertitude persistante et que l'évolution des prix devrait rester modérée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a relevé son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 % à compter du 19 février 2010. Selon la deuxième estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 5,9 % au quatrième trimestre 2009 en rythme annuel en raison de la reconstitution des stocks par les entreprises. En janvier 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,2 % par rapport à décembre, chiffre révisé en baisse à 0,3 %. Les prix à la consommation mesurés en janvier ont progressé de 0,2 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,9 % par rapport à décembre. Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu 36 000 emplois en février contre 26 000 emplois en janvier (données révisées). Le taux de chômage est resté stable à 9,7 %.



Chômage.....

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et du taux de chômage au 4^e trimestre 2009 ...

... Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Inflation....

Recul de l'inflation en France et dans la zone euro

Asie/Pacifique..

La BoJ maintient le statu quo monétaire

La Banque centrale de Chine relève pour la 2^e fois depuis le début de l'année le taux de réserves obligatoires

Informations bancaires

Le microcrédit en outre-mer

Bilan de la médiation bancaire

En France métropolitaine, à fin janvier 2010, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 664 600, soit une hausse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,7 % (+ 19 500 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 16,1 % (+ 19,6 % pour les hommes et +12,5 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 13,1 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,6 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2009, en hausse de 0,5 % par rapport au troisième trimestre 2009 ; il retrouve son niveau de 1999. En incluant les DOM, il s'établit à 10 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en janvier 2010, inchangé par rapport à décembre 2009. Il était de 8,5 % en janvier 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en janvier 2010. Il était de 8 % en janvier 2009.

En janvier 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,2 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,1 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,6 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 0,9 % en février 2010. En janvier, le taux était de 1 %.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 février 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Au quatrième trimestre 2009, le PIB du Japon a progressé de 1,1 % par rapport au troisième 2009 et reculé de 5 % sur l'ensemble de l'année. En janvier 2010, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % par rapport à décembre 2009. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,3 % sur un an en janvier pour le onzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 1,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en décembre 2009. En janvier 2010, les exportations japonaises ont crû de 40,9 % par rapport à janvier 2009 et les importations de 8,6 %.

En janvier 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 1,5 % sur un an contre 1,9 % en décembre 2009. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 21 % et de 85 % au mois de janvier 2010 en glissement annuel.

La Banque centrale de Chine a relevé à compter du 25 février 2010 le ratio des réserves obligatoires pour les grandes banques de 50 points de base.

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, a reçu Maria Nowak, Présidente et fondatrice de l'Adie (association pour le droit à l'initiative économique), pour faire un point d'étape sur le microcrédit en outre-mer ainsi que le bilan de la convention qui lie son association au ministère chargé de l'outre-mer sur la période 2009-2011.

Le communiqué est disponible à l'adresse suivante :

http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/cp_adie_22022010.pdf

Le nouveau rapport du Comité de la médiation bancaire est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2008.pdf

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 février 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Au quatrième trimestre 2009, le PIB du Japon a progressé de 1,1 % par rapport au troisième 2009 et reculé de 5 % sur l'ensemble de l'année. En janvier 2010, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % par rapport à décembre 2009. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,3 % sur un an en janvier pour le onzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 1,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en décembre 2009. En janvier 2010, les exportations japonaises ont crû de 40,9 % par rapport à janvier 2009 et les importations de 8,6 %.

Chine

La Banque centrale de Chine relève pour la 2^{ème} fois depuis le début de l'année le taux de réserves obligatoires

En janvier 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 1,5 % sur un an contre 1,9 % en décembre 2009. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 21 % et de 85 % au mois de janvier 2010 en glissement annuel.

La Banque centrale de Chine a relevé à compter du 25 février 2010 le ratio des réserves obligatoires pour les grandes banques de 50 points de base.

Australie

La Banque centrale australienne relève son taux directeur

La croissance économique australienne s'est accélérée au quatrième trimestre 2009, pour atteindre +0,9 %, contre +0,3 % le trimestre précédent. Cette hausse trimestrielle du PIB a été portée principalement par une progression de l'investissement privé (+3,5 %) et public (+10,2 %) et de la consommation des ménages (+0,7 %). Par secteur d'activité, les industries manufacturières (+5,1 %) et le commerce de gros (+3,6 %) ont été les moteurs de la croissance. Dans ce contexte, la banque centrale australienne a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire débutée en octobre 2009. Ainsi, elle a décidé, le 2 mars, de relever de 25 points de base son taux directeur, pour le fixer à 4 %.

Nouvelle-Zélande

Baisse des importations et des exportations néo-zélandaises

En Nouvelle-Zélande, les exportations de biens ont chuté de 2,8 % en valeur au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent. Les produits laitiers ont enregistré la plus forte baisse sur le trimestre (-10,1 %). Les importations de biens ont diminué de 3,2 % en valeur sur la période, avec une baisse des importations de biens d'équipement (-11,1 %) et de biens intermédiaires (-3,9 %). La balance commerciale était déficitaire de 170 millions de dollars néo-zélandais au dernier trimestre 2009. La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 11 mars, son taux directeur à 2,50 %.

Parité des monnaies

Légère accalmie dans la hausse du yuan et du yen



Hausse du dollar australien et stabilisation du dollar néo-zélandais

3 – Brèves économiques locales

Visite du ministre de l'Éducation nationale

Le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, était présent sur le territoire du 25 au 27 février, à l'occasion de la rentrée scolaire 2010. Sa visite lui a notamment permis d'inaugurer le nouveau collège de Païta Nord, ouvert pour la rentrée 2010, et d'installer la commission en charge du grand débat sur l'avenir de l'école calédonienne.

Rapport de la Cour des comptes sur la défiscalisation Girardin

Dans son rapport annuel 2010, la Cour des comptes considère que la défiscalisation immobilière Girardin, en Nouvelle-Calédonie, serait très avantageuse pour les investisseurs mais particulièrement coûteuse pour l'État. Elle estime ainsi que le dispositif de l'État a permis des réductions d'impôts trop importantes pour attirer les capitaux privés ; les investisseurs obtenant un rendement, net d'impôt, pouvant aller jusqu'à 18,5 %.

Bilan 2009 des actions de l'AFD en Nouvelle-Calédonie

Sur l'année 2009, les financements de l'Agence française de développement (AFD) en Nouvelle-Calédonie se sont élevés à 21,2 milliards de F CFP. 1,4 milliard de F CFP ont été engagés dans le secteur public, 8,7 milliards dans le secteur privé et 11,1 milliards dans l'habitat, principalement dans les programmes pluriannuels de construction de la SIC.

Accords coopératifs de la Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique

La Nouvelle-Calédonie a renouvelé, le 16 février, son accord de coopération avec le Vanuatu pour la période 2010-2014. Cette convention devrait permettre de mener des actions conjointes sur le plan économique, social et culturel.

Le 25 février, une convention de partenariat a été signée entre le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna et l'Assemblée de la Polynésie française en vue de renforcer les échanges et la concertation entre ces collectivités françaises du Pacifique.

Résultats 2009 d'Eramet

Le groupe minier ERAMET a publié, le 18 février, ses résultats annuels pour l'année 2009 caractérisés par un chiffre d'affaires en baisse de 38 % et un résultat négatif de 163 millions d'euros. Sa branche Nickel a enregistré une perte opérationnelle courante de 62 millions d'euros sur l'année 2009, atténuée par un résultat positif de 27 millions d'euros au second semestre. Ce redressement s'explique notamment par le relèvement des cours du nickel et de la production d'acier inoxydable sur cette période. Au niveau local, la production de l'usine de Doniambo a progressé modestement et est restée à un niveau inférieur aux ventes, permettant ainsi de résorber ses stocks de nickel excédentaires.

Poursuite de l'embellie sur le cours du nickel

Le cours moyen du nickel au LME sur l'année 2009 (7 \$/lb) a affiché une baisse de 30 % par rapport à 2008. Il a toutefois connu deux semestres contrastés, passant en moyenne de 5,3 \$/lb au premier semestre, à 8 \$/lb au second semestre. Le cours a continué de progresser sur les premiers mois de 2010 pour dépasser les 10 \$/lb début mars, soit une hausse de plus de 10 % par rapport à la fin de l'année 2009. Les stocks de nickel au LME restent toutefois élevés, à 163 224 tonnes à fin février 2010.

Schéma directeur 2010-2014 de la Chambre de métiers et de l'artisanat

La Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) a présenté, le 10 février, son Schéma directeur 2010-2014. Elle souhaite accompagner ce secteur en développement en améliorant notamment les conditions de financement bancaire des entreprises (diffusion d'informations sur les produits bancaires, création d'un fonds de garantie artisanal, contribution à l'association Graine), et en mettant en place un système de retraite pour les artisans.

Signature d'un Accord cadre sur la négociation des bas salaires

Un Accord cadre, fixant les modalités d'organisation des négociations sur les salaires et l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des entreprises, a été signé par deux organisations patronales (sur trois) et quatre syndicats (sur sept) le 18 février. Les parties signataires se sont notamment engagées à négocier la revalorisation des salaires minimum conventionnels avant le 15 avril 2010.

Exonération à l'importation des voitures hybrides

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté, le 23 février, un avant-projet de loi du pays sur l'exonération de la Taxe générale d'importation (TGI) pour les véhicules de technologie hybride. Cette décision vise à soutenir la commercialisation de ce type de véhicule en Nouvelle-Calédonie.

Modification du programme d'exploitation d'Air Calédonie

Au vu de la situation financière préoccupante d'Air Calédonie, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a modifié par arrêté son programme d'exploitation. Parmi les nouvelles mesures, figurent l'arrêt de l'affrètement de l'ATR 72 d'Air Tahiti et la suppression de la desserte de Touho.

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

Poursuite de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	janv.-08	janv.-09	janv.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	11 780	12 451	13 114	5,7%	5,3%
Dépôts à vue	175 286	186 217	207 519	6,2%	11,4%
Total M1	187 066	198 668	220 633	6,2%	11,1%
M2-M1	69 379	77 378	90 196	11,5%	16,6%
Total M3	380 769	424 386	462 528	11,5%	9,0%

Concours de caractère bancaire

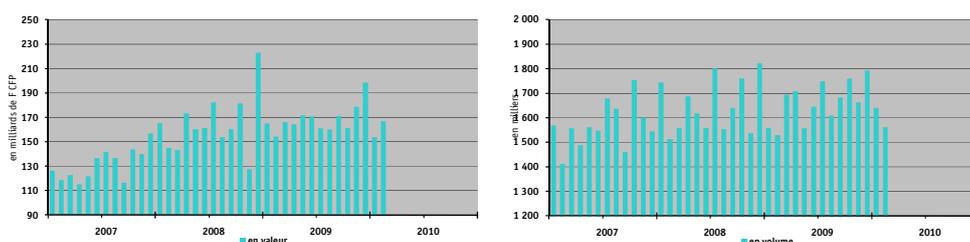
Le rythme de croissance des concours ralentit

en millions de F CFP	déc.-07	déc.-08	déc.-09	var 08/07	var 09/08
Entreprises	280 900	346 659	382 006	23,4%	10,2%
Ménages	273 374	305 711	328 201	11,8%	7,4%
Collectivités locales	39 498	39 196	36 059	-0,8%	-8,0%
Autres agents de CCB non ventilés	10 392	10 014	9 731	-3,6%	-2,8%
Total concours sain	604 164	701 580	755 998	16,1%	7,8%
Créances douteuses brutes	14 791	14 205	15 435	-4,0%	8,7%
Total concours brut	618 955	715 785	771 433	15,6%	7,8%

Compensation

Progression de la valeur des échanges sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	févr.-10	1 561 509	-4,8%	2,2%
	cumulée	févr.-10	3 201 367	-	3,8%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	févr.-10	166,7	8,5%	8,2%
	cumulée	févr.-10	320,3	-	0,5%



Incidents de paiements

Baisse sensible des incidents de paiement sur chèque sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	févr.-10	1 773	-4,6%	-3,7%
	cumulés	févr.-10	3 805	-	-6,7%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	févr.-10	157	-0,4%	2,2%
	cumulés	févr.-10	329	-	-5,7%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Légère progression du nombre d'interdits bancaires

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	févr.-10	6 193	1,1%	1,1%
	dont personnes physiques	févr.-10	5 539	1,0%	0,7%
	dont personnes morales	févr.-10	654	1,7%	4,5%

Cotation

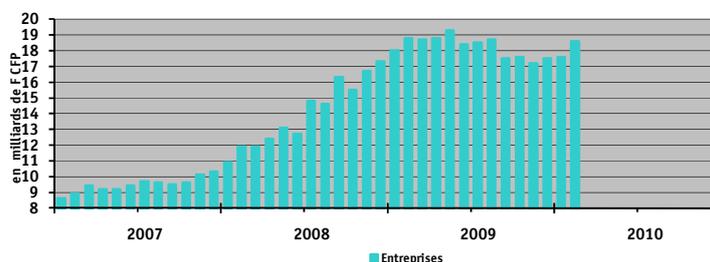
Augmentation du nombre d'entreprises éligibles

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	févr.-10	7 672	1,7%	-1,7%
		févr.-10	3 278	4,3%	2,2%

Refinancement des entreprises

Forte hausse du réescompte par rapport au mois précédent

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-10	18,6	5,4%	-1,2%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var	
Indice des prix à la consommation	févr	132,3	133,8	1,1	
<i>Entreprises</i>					
nb d'entreprises (a)	déc	45 773	49 519	8,2%	
	dont nb d'entreprises individuelles (a)	déc	39 898	43 410	8,8%
créations d'entreprises	déc	4 237	4 675	10,3%	
cessations d'entreprises (p)	déc	2 068	2 168	4,8%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	95	115	21,1%	
redressements judiciaires (nb)	déc	96	90	-6,3%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	626	654	4,5%	
ventes de ciment local (tonnes)	févr	21 302	18 639	-12,5%	
importation ciment (tonnes)	févr	72	35	-51,5%	
total ciment (tonnes)	févr	21 374	18 674	-12,6%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	35 701	27 506	-23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 928	1 371	-28,9%	
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	336	287	-14,6%	
<i>Ménages</i>					
emploi salarié (nb)	sept	81 415	83 210	2,2%	
dont secteur privé	sept	57 807	59 311	2,6%	
dont secteur public	sept	23 608	23 899	1,2%	
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 795	6 962	2,5%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv	6 795	6 962	2,5%	
chômeurs indemnisés	janv	1 452	1 665	14,7%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F FCFP)	févr	742,4	781,1	5,2%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	5 499	5 539	0,7%	
décision retrait cartes bancaires	févr	349	329	-5,7%	
incidents paiements sur chèques	févr	4 080	3 805	-6,7%	
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	560	504	-10,0%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 556	2 265	-11,4%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 748	26 893	0,5%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	15 099	14 673	-2,8%	
<i>Echanges</i>					
nombre de touristes	janv	8 075	6 631	-17,9%	
nombre de croisiéristes	janv	18 895	17 494	-7,4%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	déc	62,3%	59,0%	-3,3pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	4,92	8,48	72,4%	
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	4,72	8,60	82,4%	
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	3 100	3 567	15,0%	
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	déc	16 973	13 158	-22,5%	
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	52 195	51 029	-2,2%	
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	83 278	59 371	-28,7%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	1295	1079	-16,7%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 583	1 317	-16,8%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	101 834	73 847	-27,5%	
part de ces produits dans le total des exportations	déc	95%	92%	-3,14pt	
total des importations (M FCFP)	déc	262 188	220 223	-16,0%	
total des exportations (M FCFP)	déc	106 886	80 150	-25,0%	
taux de couverture	déc	40,77%	36,40%	-4,4pts	
recettes douanières (M FCFP)	déc	43 063	41 058	-4,7%	
<i>indicateurs financiers (M de FCFP)</i>					
Dépôts à vue	janv	186 217	207 519	11,4%	
M1	janv	198 668	220 633	11,1%	
M2	janv	276 046	310 829	12,6%	
Dépôts à termes	janv	147 781	151 415	2,5%	
M3	janv	424 386	462 528	9,0%	
P1	janv	4 336	4 208	-3,0%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	6,88%	4,94%	-1,94 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	5,86%	4,65%	-1,21 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,43%	5,28%	-0,15 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F FCFP	juil	14,83%	17,11%	2,28 pts	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	déc	715 785	771 433	7,8%	
	Ménages	déc	305 711	328 201	7,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	déc	63 391	65 707	3,7%	
<i>dont crédits à l'habitat</i>	déc	241 031	260 763	8,2%	
	Entreprises	déc	346 659	382 006	10,2%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	déc	78 738	76 575	-2,7%	
<i>dont crédits d'investissement</i>	déc	194 599	206 208	6,0%	
<i>dont crédits à la construction</i>	déc	66 089	91 741	38,8%	
	Collectivités locales	déc	39 196	36 059	-8,0%
<i>dont d'investissement</i>	déc	33 226	32 117	-3,3%	
	Autres agents de CCB non ventilés	déc	10 014	9 731	-2,8%
<i>créances douteuses brutes</i>	déc	14 205	15 435	8,7%	
<i>taux de créances douteuses brutes</i>	déc	2,0%	2,0%	0, pt	
ensemble des actifs financiers	déc	510 204	563 299	10,4%	
	Ménages	déc	291 709	305 838	4,8%
	Sociétés	déc	157 891	187 129	18,5%
	Autres agents	déc	60 604	70 333	16,1%
	<i>dont assurances-vie</i>	déc	72 438	82 492	13,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 - Actualité régionale

Le tourisme fidjien bien orienté

Les premiers résultats des mesures prises par le gouvernement fidjien pour encourager le secteur du tourisme, considéré comme prioritaire lors de la présentation du budget primitif 2010, se font sentir. En glissement annuel, le nombre de touristes enregistre une progression de 37,6 % au mois de janvier 2010, soit 45 362 arrivées pour le seul mois de janvier. Les australiens représentent la part la plus importante des touristes se rendant à Fidji avec 21 586 arrivées en janvier. (Source : NewsPAD-Pacific)

Baisse des prix de l'alimentation de Nouvelle-Zélande en février

D'après le service de la statistique de Nouvelle-Zélande, l'indice des prix à la consommation concernant les produits alimentaires a perdu 1,3 % en février 2010, suite à une hausse de 2,1 % au premier mois de l'année. La baisse est constatée sur 4 des 5 postes constituant l'indicateur. En revanche, en glissement annuel, les prix de l'alimentation sont orientés à la hausse (+0,7 %) et ont plus fortement augmenté depuis 2008 (+9,6 %). (Source : Statistics New Zealand)

3 – Brèves locales

Inauguration de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique a inauguré son agence de Wallis-et-Futuna le 22 février 2010. A cette occasion étaient regroupés autour d'un cocktail, les représentants officiels du Territoire, les partenaires de l'ADIE et ses premiers clients. Le lendemain s'est également tenu le premier comité de pilotage de l'association. Quatre mois après son implantation sur le Territoire, l'ADIE a octroyé 14 prêts dont 11 ont été décaissés au 20 février 2010, pour un encours total de 4 635 000 F CFP. La grande majorité de ces prêts sont dédiés au développement d'activités déjà existantes et non à la création de nouvelles entreprises, tendance déjà observée en Nouvelle-Calédonie. L'agence poursuit son développement et étend son activité sur Futuna depuis le début du mois de mars.

Cyclone TOMAS

Au départ TOMAS n'était qu'une simple dépression tropicale modérée lorsqu'elle s'est approchée de Wallis. Elle s'est progressivement renforcée au fil des jours et s'est transformée lorsqu'elle a touché Futuna, en cyclone, avec des rafales de vents supérieures à 200 km/h. Dès le vendredi 12 mars, les îles de Wallis-et-Futuna ont été placées en pré alerte par l'autorité préfectorale. Le samedi 13 mars, l'alerte de niveau 1 était déclenchée puis maintenue jusqu'au lundi 15 mars pour Wallis. En revanche en raison de la trajectoire du cyclone, l'alerte de niveau 2 était déclenchée pour Futuna, beaucoup plus exposée. Les dégâts occasionnés par TOMAS à Wallis, notamment dans la partie Nord de l'île, sont à relativiser par rapport à Futuna où les dégâts, compte tenu de la force des vents, seront importants tant pour la collectivité (infrastructures routières, réseau électrique) que pour les particuliers (fales traditionnels et cultures vivrières). Les premiers renforts militaires en provenance de Nouméa sont attendus à Futuna dès que les conditions météorologiques permettront l'approche de l'île.

Aide aux familles nombreuses scolarisées à l'extérieur du Territoire

Le 12 février 2010, a été rendue exécutoire la délibération 50bis/AT/2009 prévoyant la mise en place d'une allocation aux familles nombreuses dont les enfants sont scolarisés hors du Territoire de Wallis-et-Futuna. L'aide est octroyée à compter du second enfant et sous certaines conditions notamment celles d'avoir un parent résident permanent du Territoire, être non boursier et suivre une filière non existante à Wallis-et-Futuna. La délibération prend effet au 1er janvier 2010 pour les étudiants de Nouvelle-Calédonie et au 1er septembre 2010 pour ceux de métropole et de Polynésie française. Le dispositif est étendu aux étudiants scolarisés dans d'autres régions du monde. Dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, il est prévu que l'allocation soit directement versée aux établissements.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de M3 influencée par une baisse de la monnaie en circulation

en millions de F CFP	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 885	2 001	1 903	-4,88%	0,95%
Dépôts à vue	2 885	3 416	3 361	-1,61%	16,50%
Total M1	4 770	5 417	5 264	-2,82%	10,36%
M2-M1	479	611	570	-6,71%	19,00%
Total M3	6 275	6 692	6 477	-3,21%	3,22%

Concours à caractère bancaire

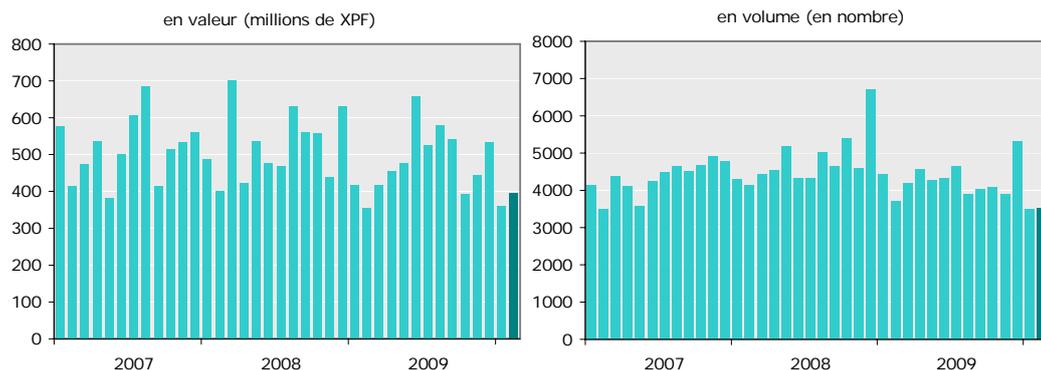
Hausse des concours portée par les crédits à l'équipement

en millions de F CFP	déc-07	déc-08	déc-09	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	927	1 018	938	9,8%	-7,9%
Crédits à l'équipement	841	1 059	1 413	25,9%	33,4%
Crédits à l'habitat	732	642	521	-12,3%	-18,8%
Autres crédits	371	356	292	-4,0%	-18,0%
Sous total	2 871	3 075	3 164	7,1%	2,9%
Créances douteuses brutes	730	717	754	-1,8%	5,2%
Total	3 601	3 792	3 918	5,3%	3,3%

Compensation

Reprise des opérations de compensation plus nette en valeur qu'en volume

	févr-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 522	7 028	0,5%	-5,1%
Compensation (en millions de CFP)	395,2	756,2	9,7%	11,8%



Incidents bancaires

Forte augmentation des incidents de paiements sur le mois

en nombre	févr-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements par chèque	107	162	94,5%	-8,5%
Retraits de cartes bancaires	13	13	-	1200,0%

Interdits bancaires

Les personnes physiques fortement touchées par les interdits bancaires en février

en nombre	févr-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	460	2,9%	2,4%
- dont personnes physiques	450	3,2%	3,2%
- dont personnes morales	10	-9,1%	-23,1%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles au réescompte

en nombre	févr-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	0,0%	9,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	0,0%	-6,6%

Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			4e T 2009	101,98	-	-0,6%
SMIG mensuel en XPF			sept-08	79 812	-	+4,5%
Nombre d'emplois salariés*			sept-09	1 911	-	-4,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations						
	mensuelles	févr-10	294,4	-36,6%	-19,9%	
	cumulées	févr-10	758,7	-	23,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-10	46,6	-46,6%	-20,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	févr-10	133,9	-	39,4%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-10	63,0	52,5%	14,8%	

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		3ème T 2009	4 987	-	-0,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	650	3,6%	-
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	168	-8,9%	-
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-09	3 074	19,4%	7,3%
	cumulé	déc-09	27 660	-	2,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-09	1 349	9,6%	9,8%
	cumulé	déc-09	13 316	-	3,5%
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	févr-10	4	0,0%	-42,9%
	cumulées	févr-10	8	-	-27,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		4e T 2009	39	-4,9%	-20,4%

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	? /an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	déc	102,55	101,98	-	-0,6%
Entreprises					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév	-	13	10	-23,1%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	janv	-	2 974	4 433	49,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	fév	-	72	132	84,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	fév	-	-	13,8	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	fév	-	11	6	-45,5%
Ménages					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 911	-	-4,5%
dont secteur privé*	déc	787	752	-	-4,4%
dont secteur public*	déc	1 214	1 159	-	-4,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} sept 2008	-	472,3	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	fév	-	436	450	3,2%
décision retrait cartes bancaires	fév	-	1	13	1200,0%
incidents paiements sur chèques	fév	-	125	55	-56,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	fév	-	150	194	29,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	fév	-	83	87	3,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	fév	-	-	12	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	fév	-	26	16	-38,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	fév	-	613	759	23,8%
exportations	fév	-	-	-	-
recettes douanières	fév	-	152	198	30,3%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	fév	-	96	134	39,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	fév	-	55	63	14,5%
Indicateurs financiers**					
Dépôts à vue	janv	-	2 285	3 361	47,1%
M1	janv	-	4 770	5 264	10,4%
M2	janv	-	5 249	5 834	11,1%
Dépôts à terme	janv	-	1 027	643	-37,4%
M3	janv	-	6 275	6 477	3,2%
P1	janv	-	0	0	-
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 673	1 467	-	-12,3%
dont crédits à la consommation	déc	1 024	941	-	-8,1%
dont crédits à l'habitat	déc	642	521	-	-18,8%
Entreprises	déc	864	1 241	-	43,6%
dont crédits d'exploitation	déc	161	154	-	-4,3%
dont crédits d'investissement	déc	676	1 070	-	58,3%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	-
Collectivités locales	déc	383	343	-	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	155	113	-	-27,1%
créances douteuses brutes	déc	717	754	-	5,2%
taux de créances douteuses	déc	18,9%	19,2%	-	0,3pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 740	2 664	-	-2,8%
Sociétés	déc	1 871	2 346	-	25,4%
Autres agents	déc	4 097	3 909	-	-4,6%
dont assurances-vie	déc	726	775	-	6,7%

*chiffres provisoires au 30/09/2009

**chiffres révisés

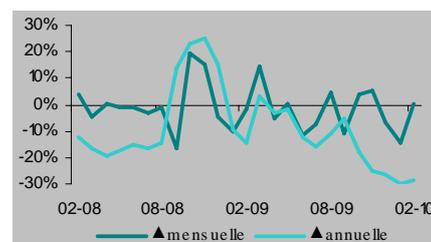
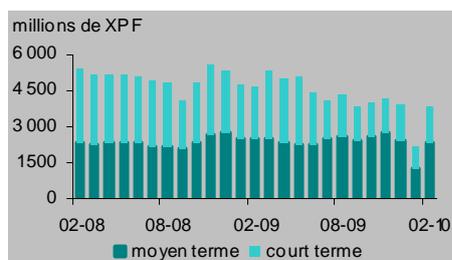
Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Refinancement en forte hausse sur le mois mais en baisse en glissement annuel.

en millions de F CFP	févr-09	janv-10	févr-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 116	904	1 452	60,7%	-31,4%
Utilisations à moyen terme	2 535	1 264	2 353	86,1%	-7,2%
Refinancement total	4 652	2 168	3 805	75,5%	-18,2%



Cotation

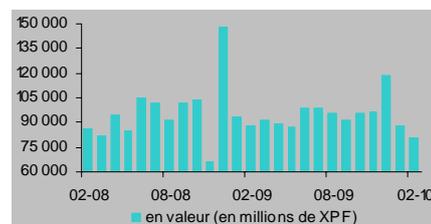
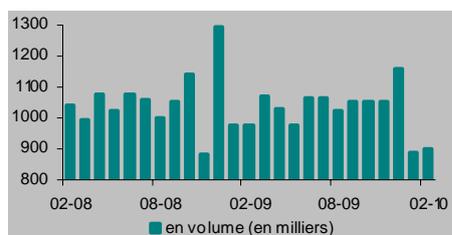
Baisse de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement.

en nombre	févr-09	janv-10	févr-10
Entreprises cotées :	4 478	5 097	5 459
dont éligibles au refinancement	1 525	1 484	1 515
en %	34,1%	29,1%	27,8%

Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur sur l'année.

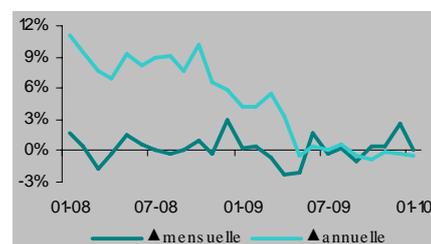
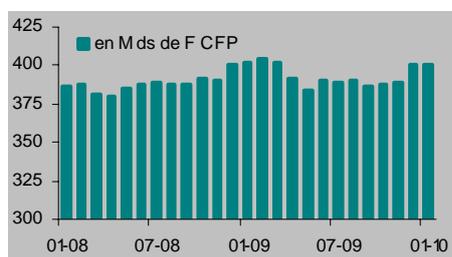
	févr-09	janv-10	févr-10	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	975 836	885 885	897 688	1 783 573	-8,7%
Montant (millions de F CFP)	88 280	88 385	81 398	169 783	-6,7%



Masse monétaire

Baisse de M3 sur l'année.

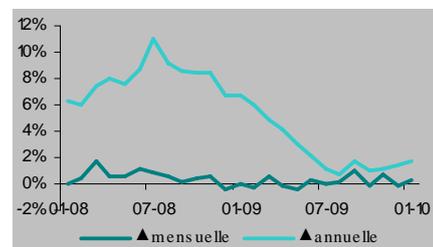
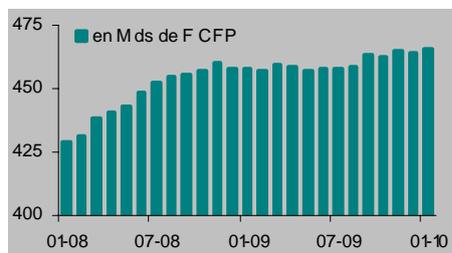
en millions de F CFP	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 500	14 852	13 745	-7,5%	1,8%
Dépôts à vue	147 966	159 384	156 868	-1,6%	6,0%
Comptes sur livrets	64 949	109 875	111 614	1,6%	71,8%
Comptes d'épargne logement	209	215	228	6,0%	9,1%
Dépôts à terme	165 869	108 024	108 422	0,4%	-34,6%
Autres	9 900	7 632	9 659	26,6%	-2,4%
Total M3	402 393	399 982	400 536	0,1%	-0,5%



Concours de caractère bancaire

Faible hausse de l'encours de crédit sur l'année, forte progression des créances douteuses en janvier.

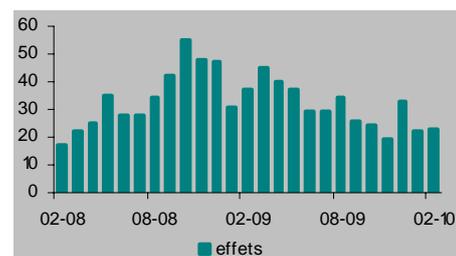
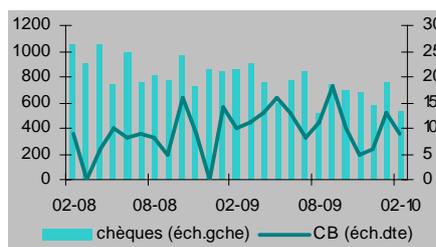
en millions de F CFP	janv-09	déc-09	janv-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	138 752	135 124	135 732	0,4%	-2,2%
Crédits d'équipement	63 267	65 975	64 577	-2,1%	2,1%
Crédits à l'habitat	149 056	155 158	154 283	-0,6%	3,5%
Autres crédits	75 105	70 924	71 718	1,1%	-4,5%
Créances dout. brutes	30 526	37 005	39 123	5,7%	28,2%
Total CCB	456 706	464 186	465 433	0,3%	1,9%



Incidents de paiement

Baisse sensible du nombre d'incidents de paiement sur chèques.

en nombre	févr-09	janv-10	févr-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	901	784	570	-27,3%	-36,7%
- sur chèques	854	749	538	-28,2%	-37,0%
- sur effets	37	22	23	4,5%	-37,8%
- retraits de cartes bancaires	10	13	9	-30,8%	-10,0%



Interdits bancaires

Augmentation sur le mois du nombre de personnes morales interdites bancaires.

en nombre	févr-09	janv-10	févr-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	4 077	3 847	3 857	0,3%	-5,4%
- dont personnes physiques	3 630	3 414	3 411	-0,1%	-6,0%
- dont personnes morales	447	433	446	3,0%	-0,2%

3 – Brèves économiques locales

Budget 2010

Premier collectif budgétaire 2010 adopté pour les sinistrés du cyclone Oli.

Au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée de Polynésie du 10 mars, les représentants se sont prononcés pour une modification du budget général et du budget des comptes spéciaux du Pays pour l'exercice 2010.

Pour financer la reconstruction suite au passage du cyclone Oli, un collectif budgétaire de 910 millions de F CFP a été voté à l'unanimité par les élus de l'hémicycle.

Tourisme

160.447 touristes en Polynésie française en 2009.

En 2009, 160.447 touristes ont visité la Polynésie française, soit le plus faible total enregistré en une année depuis 1996. Les difficultés persistantes du secteur ont contraint des chaînes hôtelières à la fermeture de leurs établissements, à l'image de celle du Kia Ora (Rangiroa) du groupe Accor en janvier, et de celle du Hilton de Tahiti, programmée pour la fin du mois de mars.

Face à la baisse du nombre de visiteurs étrangers, les acteurs du tourisme tentent de dynamiser la demande intérieure. A cet effet, la quatrième édition du salon du tourisme intérieur s'est tenue du 26 au 28 février à Papeete. Quelques 130 professionnels du

tourisme polynésien ont participé à cet événement et proposé de nombreuses offres promotionnelles et réductions tarifaires aux 8.000 visiteurs du salon.

Energies renouvelables

Un projet de centrale thermique de mer à l'étude.

Lors de sa visite en Polynésie française, la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a signé avec le Pays et les sociétés Pacific Otec et DNCS une convention de financement concernant l'étude de faisabilité d'un projet de centrale d'énergie thermique de mer (ETM).

L'étude de faisabilité, d'un coût de 120 millions de F CFP, serait financé à hauteur de la moitié par l'Etat, de 20 % par le Pays, le reliquat étant réparti à parts égales entre les deux entreprises privées. Ce partenariat financier constitue la première étape d'un grand projet industriel à réaliser à Tahiti : la construction d'une centrale électrique flottante pouvant produire 5 à 10 mégawatts/h. Ce projet s'appuie sur un système de production d'énergie utilisant le différentiel de température des eaux polynésiennes pour la convertir en électricité, les mers du Pacifique fournissant les conditions idéales pour ce procédé.

Télécommunications

Deux nouveaux opérateurs sur le marché polynésien des télécommunications.

Le Conseil des ministres a accordé deux nouvelles licences d'opérateur dans le domaine des télécommunications. Après avoir reçu un avis défavorable en avril 2009 au motif du non-respect de la réglementation en matière d'investissements étrangers, la société Digicel, déjà implantée dans six états insulaires du Pacifique Sud (Vanuatu, Fidji, Papouasie Nouvelle-Guinée, Tonga, Samoa et Nauru) a obtenu une licence d'opérateur en téléphonie mobile. Pour sa part, l'opérateur Viti, porté par des capitaux locaux, s'est vu octroyer une licence de fournisseur d'accès à Internet.

Avec cette ouverture à la concurrence et la mise en service du câble Honotua, dont la liaison finale entre Tahiti et Hawaii s'est achevée début mars, le marché polynésien pourrait prochainement compter trois opérateurs en téléphonie mobile et deux fournisseurs d'accès Internet, engendrant la création de plus d'une centaine d'emplois.

Commerce extérieur

Participation de sept entreprises polynésiennes au Foodex 2010.

Sous l'égide de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) de Papeete, sept entreprises polynésiennes ont participé au Foodex 2010, principale manifestation professionnelle de l'agroalimentaire dans la zone Asie Pacifique, qui s'est tenue au Japon du 2 au 5 mars dernier. Ce salon, qui existe depuis 1976, réunit près de 2.500 exposants venus de 65 pays et attire chaque année 100.000 visiteurs professionnels.

Commerce

Bilan de l'Aide au commerce de proximité

Le bilan du dispositif d'Aide au commerce de proximité (ACP) a été présenté en Conseil des ministres. Ce dispositif, créé en juin 2009, permet de moderniser les établissements et de développer leur attractivité tout en redynamisant l'activité des patentés du bâtiment. A fin février, 126 dossiers ont été enregistrés auprès du SDIM dont 66 ont été agréés. Ce sont près de 182 millions de F CFP d'investissement qui ont été soutenus par l'ACP, dont 60 millions bénéficiant principalement aux artisans du BTP.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

Relèvement du taux directeur de la Banque de Réserve australienne.

Lors de sa dernière réunion du 3 mars, la Banque de Réserve australienne (RBA) a décidé de relever son taux directeur, l'Official cash rate (OCR) de 25 points de base, à 4 %. Depuis octobre 2009, il s'agit de la quatrième hausse de l'OCR, qui a augmenté de 100 points de base en six mois. Ces dispositions ont été prises afin de contenir les risques inflationnistes pouvant résulter de la reprise de la croissance économique.

En 2009, l'inflation australienne a ralenti (+ 2 %) en raison de la baisse des prix des matières premières, du ralentissement sensible du coût du travail dans le secteur privé ainsi que de l'évolution du taux de change. Les mesures fiscales prises par le gouvernement australien en faveur des ménages ont fortement soutenu la demande, notamment en matière de logement. Ainsi, le nombre de permis de construire a augmenté de 44 % en 2009 tandis que l'encours des crédits à l'habitat a crû de 8,2 %. En outre, le taux de chômage, stable depuis plusieurs mois, s'est réduit en fin d'année 2009, atteignant 5,5 % en décembre.

Nouvelle-Zélande

Maintien du taux directeur de la Banque de Réserve néo-zélandaise.

Lors de sa réunion du 10 mars, la Banque de Réserve néo-zélandaise (RBNZ) a décidé de laisser le taux directeur inchangé à 2,5 %. Selon le Gouverneur de la RBNZ, l'économie de la Nouvelle-Zélande se rétablit progressivement et les économistes prévoient un retour de la croissance dans le courant de l'année 2010, facilité par le dynamisme de ses principaux partenaires commerciaux.

En Nouvelle-Zélande, les signes d'une reprise graduelle de la croissance sont perceptibles. La confiance des consommateurs semble restaurée, en témoigne la croissance des dépenses des ménages. Toutefois, ces derniers demeurent encore prudents devant l'acquisition immobilière et la croissance du crédit reste modérée. En outre, l'investissement des entreprises est timide.

Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	△/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - janvier 2010 (base 100 décembre 2007)	102,2	-0,4%	-0,4%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - décembre 2009 (base 100 janvier 2000)	123,5	1,5%	-3,8%
Index BTP 01 - janvier 2010 (base 100 août 2001)	1,211	0,7%	-1,6%
Indice TPP - décembre 2009 (base 100 août 2001)	1,188	0,3%	-0,5%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	déc-09	Cumul 2009	△ cum/an. préc.
Importations dont :	11 818	147 109	-16,4%
- produits agroalimentaires	2 740	32 209	-2,1%
- biens d'équipement	1 917	27 318	-20,4%
Exportations dont :	4 136	12 511	-22,7%
- perles brutes	995	7 675	-9,4%
- poissons	43	516	91,5%

(source: ISPF)

TOURISME

	nov-09	déc-09	Cumul 2009	△ cum/ an. préc.
Nombre de touristes	12 892	12 958	160 447	-18,3%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	49,0%	41,1%	-	-

	déc-09	janv-10	△/mois préc.	Glissement annuel
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	42 711	39 779	-6,9%	-7,2%

(sources: ISPF, SEAC)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	26/02/2010	29/01/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,3190%	0,3260%	- 0,007 pt	0,4100%	- 0,091 pt
EURIBOR 1 mois	0,4160%	0,4260%	- 0,010 pt	0,4530%	- 0,037 pt
EURIBOR 3 mois	0,6560%	0,6650%	- 0,009 pt	0,7000%	- 0,044 pt
EURIBOR 6 mois	0,9580%	0,9660%	- 0,008 pt	0,9940%	- 0,036 pt
EURIBOR 12 mois	1,2150%	1,2250%	- 0,010 pt	1,2480%	- 0,033 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	26/02/2010	29/01/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,3346%	0,3462%	- 0,012 pt	0,3476%	- 0,013 pt
EURIBOR 1 mois	0,4210%	0,4380%	- 0,017 pt	0,4790%	- 0,058 pt
EURIBOR 3 mois	0,6610%	0,6810%	- 0,020 pt	0,7120%	- 0,051 pt
EURIBOR 6 mois	0,9640%	0,9780%	- 0,014 pt	0,9950%	- 0,031 pt
EURIBOR 12 mois	1,2250%	1,2330%	- 0,008 pt	1,2420%	- 0,017 pt
TMO	3,7300%	3,8000%	- 0,070 pt	3,7400%	- 0,010 pt
TME	3,5300%	3,6000%	- 0,070 pt	3,5400%	- 0,010 pt
TRBOSP	3,7200%	3,7600%	- 0,040 pt	3,7600%	- 0,040 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	26/02/2010	29/01/2010	31/12/2009	26/02/2010	29/01/2010	31/12/2009	26/02/2010	29/01/2010	31/12/2009
taux JJ		0,180%	0,160%	0,145%	0,090%	0,160%	0,430%	48,500%	0,485%	0,465%
3 mois		0,220%	0,460%	0,375%	0,150%	0,295%	0,305%	0,730%	0,685%	2,850%
10 ans emprunts phares		3,650%	3,710%	3,840%	1,310%	1,330%	nd	4,040%	3,920%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,9379	1 NZD/XPF	61,0424	1 HKD/XPF	11,3287	1 GBP/XPF	133,6751	
100 JPY/XPF	98,6865	1 AUD/XPF	78,3017	1 SGD/XPF	62,5101	100 VUV/XPF	86,9816	1 FJD/XPF	44,8043

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : mars 2010 – Achevé d'imprimer le 12 mars 2010 – N°ISSN 1955-8376

